La Lituanie va construire un mur le long de sa frontière avec la Biélorussie, pour stopper l'afflux de migrants envoyés par Loukachenko (MàJ : Le Danemark offre des barbelés)

02/10/2021 à 15h19



02/10/2021

A Copenhague, le gouvernement social-démocrate, qui s'est fait élire en 2019 sur la promesse d'une politique migratoire ultrarestrictive, défend la construction de clôtures aux frontières de l'Europe.

Quinze kilomètres de fils barbelés. Voilà le généreux cadeau du Danemark à la Lituanie : une contribution certes modeste à l'échelle des 500 kilomètres de clôture que l'Etat balte est en train d'installer sur sa frontière avec la Biélorussie, pour empêcher les migrants d'entrer sur son territoire. Mais une contribution symbolique, de la part du royaume scandinave,

dont la première ministre sociale-démocrate, Mette Frederiksen, en poste depuis 2019, s'est fixé comme objectif d'atteindre *« zéro demandeur d'asile ».*

[…]

Mattias Tesfaye n'en est pas à son premier coup d'éclat. C'est à sa demande que les services de l'immigration ont suspendu les titres de séjour de plusieurs centaines de réfugiés syriens ces derniers mois. Il est aussi à l'origine du projet de loi, voté au Parlement en juin, qui devrait permettre à Copenhague d'externaliser l'asile dans des pays tiers, en dehors de l'Europe – le Rwanda faisant figure de favori.

[…]

Le Monde

23/08/2021

23 août (Reuters) – La Lituanie a déclaré lundi qu'elle achèverait la construction d'une clôture de 508 km le long de sa frontière avec la Biélorussie d'ici septembre de l'année prochaine afin d'arrêter les migrants qui, selon elle, traversent la frontière en nombre record orchestré par le président biélorusse Alexandre Loukachenko.

La Lituanie, la Lettonie et la Pologne ont signalé une augmentation importante du nombre de migrants arrivant sur leur territoire depuis le Belarus et ont accusé M. Loukachenko de les utiliser pour faire pression sur l'Union européenne afin qu'elle lève les sanctions contre son pays.

"La barrière physique est vitale pour nous permettre de repousser cette attaque hybride, que le régime biélorusse entreprend contre la Lituanie et l'UE", a déclaré le Premier

ministre Ingrida Simonyte.

L'entreprise publique EPSO-G, qui gère les réseaux d'électricité et de gaz de la Lituanie, supervise la construction de la clôture frontalière, qui mesurera trois mètres de haut et sera recouverte de fil barbelé et coûtera au moins 152 millions d'euros, a indiqué le gouvernement.

La semaine dernière, les pays de l'UE ont accusé le Belarus de mener une "attaque directe" en poussant les demandeurs d'asile à franchir sa frontière et, inquiets de la perspective d'un afflux de migrants afghans, ont convenu qu'ils devaient renforcer leurs frontières extérieures à l'avenir.

Depuis le début de l'année, 4 141 personnes sont entrées illégalement en Lituanie, une petite république balte de 2,8 millions d'habitants, selon les chiffres du gouvernement, contre 74 pour toute l'année 2020.

Seules 21 ont traversé depuis le 10 août, date à laquelle la Lituanie a eu recours au refoulement des migrants venant du Bélarus vers l'ancienne république soviétique. Près de 2 000 d'entre eux se sont vu refuser l'entrée sur le territoire durant cette période, selon le ministère de l'Intérieur.

L'UE accuse la Biélorussie de faire venir les Irakiens par avion à Minsk, puis de les pousser vers ses frontières.

M. Loukachenko a déclaré qu'il ne retiendrait plus les migrants en raison des sanctions imposées après l'élection présidentielle contestée de l'année dernière et la répression subséquente des manifestants et des dissidents.

Reuters

19/08/2021

> *L'UE accuse le président de la Biélorussie, Alexandre Loukachenko, d'orchestrer l'arrivée de milliers d'Irakiens pour les envoyer aux frontières européennes — https://t.co/W566mQRQIp pic.twitter.com/QgPbcIbJBg*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) August 19, 2021*

13/08/2021

> *L'UE alloue 36,7 M€ à la Lituanie, suite au nombre exceptionnel de migrants franchissant illégalement la frontière Biélorusse — https://t.co/wbvu3uf1d2 pic.twitter.com/2pzrviaikM*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) August 13, 2021*

11/08/2021

À nouveau près de 200 personnes sont entrées en Lettonie en 24h, mardi 10 août, le pays a annoncé un état d'urgence local à sa frontière avec la Biélorussie. En parallèle, le Parlement lituanien vient de valider la construction d'une clôture le long de sa frontière.

Un état d'urgence local vient d'entrer en vigueur, mercredi 11 août, en Lettonie. Celui-ci concerne la zone frontalière avec

la Biélorussie, traversée par près de 200 migrants en moins de 24 heures dans la journée du 10 août. “Le régime d’urgence signifie que la frontière entre la Lettonie et la Biélorussie sera pratiquement fermée à tout le monde”, a déclaré le premier ministre letton Krisjanis Karins, selon l’AFP.

En Lituanie, pays voisin, la politique migratoire se durcit également. Mardi 10 août, le Parlement a adopté une loi donnant un feu vert à la construction d’une clôture le long de sa frontière avec la Biélorussie. “Nous devons avoir une frontière forte et fiable avec la Biélorussie, dès que possible”, a insisté la ministre de l’Intérieur Agne Bilotaite, toujours selon l’AFP.

La loi permet d’éviter certaines restrictions concernant les appels d’offre, réduisant ainsi de moitié, selon la ministre, le temps de construction de la clôture. Doublée d’un grillage, celle-ci devrait coûter près de 152 millions d’euros à la Lituanie.

Près de 4 000 personnes sont entrées dans ce pays en provenance de Biélorussie depuis le début de l’année. En réaction, les autorités lituaniennes ont annoncé opérer de nombreux refoulements depuis le 3 août. Ces refoulements “restreignent le droit de l’Homme fondamental de demander l’asile dans un état sûr”, avait déclaré à l’AFP Akvile Krisciunaite, chercheuse de l’ONG Diversity Development Group.

La Lettonie et la Lituanie accusent Alexandre Loukachenko, chef d’État biélorusse, d’organiser des départs de migrants en représailles aux sanctions économiques de l’Union européenne. Un discours repris par les responsables de l’UE : lors d’une visite officielle le 1er août, la Commissaire en charge des Affaires Intérieures, Ylva Johansson, avait évoqué une “provocation du régime de Loukachenko”, et promis près de 30 millions d’euros à la Lituanie pour lutter contre l’immigration.

InfoMigrants

12/07/2021

09/07/2021

Cette décision intervient alors que Minsk est accusé de faciliter un afflux massif de migrants dans l'UE. La Lituanie affirme que le Biélorussie cherche à nuire au bloc européen en réponse aux sanctions.

La première ministre lituanienne, Ingrida Shimonyte, a annoncé mercredi que son gouvernement allait construire "une barrière physique supplémentaire qui sépare la Lituanie du Belarus" et déployer des soldats pour contrôler le flux de personnes entrant dans le pays depuis le Belarus voisin.

Le Premier ministre avait auparavant qualifié cette idée de "perte de temps".

(…) Le gouvernement lituanien affirme avoir recensé plus de 1 300 franchissements illégaux au cours des six premiers mois de 2021, contre un total de 81 en 2020.

DW.com

05/07/2021

> *In the last 24 hours, Belarus has smuggled another 150 migrants into Lithuania – an all-time daily record. That's*

> *more than in 2019 and 2020 combined. Also yesterday, Lukashenko introduced a visa-free regime up to 5 days for citizens of 73 countries. So this is just the beginning pic.twitter.com/KvK55Xy2QF*
>
> *— Tadeusz Giczan (@TadeuszGiczan) July 2, 2021*

La Lituanie a déclaré l'état d'urgence en raison d'un afflux de migrants ces derniers jours en provenance du Belarus voisin, alors que les tensions entre l'Union européenne et le Belarus s'intensifient.

Le ministre lituanien de l'Intérieur, Agle Bilotaite, a déclaré tard vendredi que la décision, proposée par le Service national des gardes-frontières, était nécessaire non pas en raison d'une menace accrue pour le pays de 2,8 millions d'habitants, mais pour mettre en place un système plus solide pour gérer les migrants qui arrivent.

"*Il est très important de disposer d'un système et d'instruments juridiques (…) pour pouvoir prendre rapidement des décisions en réponse aux défis qui se présentent*", a déclaré M. Bilotaite lors d'une réunion du gouvernement vendredi soir, selon le Baltic News Service.

Le président autoritaire du Belarus, Alexandre Loukachenko, a prévenu que son pays riposterait aux dernières sanctions de l'UE à l'encontre de son régime en relâchant les contrôles aux frontières pour les migrants sans papiers. L'Union européenne a renforcé ses sanctions à l'encontre de la Biélorussie après que le gouvernement de M. Loukachenko a contraint un avion de ligne à se dérouter et à atterrir, et arrêté un journaliste de renom qui se trouvait à bord.

Le cabinet de la Première ministre Ingrida Simonyte a déclaré l'état d'urgence après que les responsables des frontières ont indiqué vendredi qu'ils avaient détenu environ 150 migrants

illégaux au cours de la dernière journée, qui avaient traversé la frontière avec la Biélorussie, avec laquelle la Lituanie partage une frontière de 679 kilomètres (422 miles).

Ce nombre de migrants détenus à la frontière biélorusse est trois fois plus élevé que le précédent record quotidien, ont indiqué les autorités lituaniennes. Les images de vidéosurveillance diffusées par les gardes-frontières lituaniens montrent des migrants sautant par-dessus la barrière séparant le Belarus et la Lituanie et rampant, marchant ou courant vers le côté lituanien.

Selon le Baltic News Service, la plupart des migrants ont déjà demandé l'asile en Lituanie et comprennent des citoyens d'Afghanistan, du Cameroun, d'Irak et de Syrie. La Lituanie a installé des camps de tentes pour accueillir le nombre croissant de migrants.

Mantas Adomenas, vice-ministre lituanien des affaires étrangères, a déclaré que le principal problème était d'identifier les migrants qui arrivent sans documents.

"*Nous discutons maintenant de la manière de les identifier, de leur donner des documents afin que les migrants économiques puissent être renvoyés dans leur pays d'origine*", a déclaré Mantas Adomenas au radiodiffuseur LNK Lithuania.

Selon le Baltic News Service, 822 migrants en provenance du Belarus ont été arrêtés en Lituanie depuis le début de l'année, contre 81 en 2020.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est rendue vendredi à Vilnius, la capitale de la Lituanie, et a promis d'aider le pays, une ancienne république soviétique, à faire face à l'afflux de migrants.

"*Vos inquiétudes et vos problèmes ici en Lituanie sont des inquiétudes et des problèmes européens*", a déclaré von der Layen lors d'une conférence de presse conjointe avec Simonyte

et le président lituanien Gitanas Nauseda. “*Nous sommes vraiment à vos côtés dans cette période difficile*“.

M. von der Layen a promis l’aide de Frontex, l’agence européenne de surveillance des frontières et des coûts, qui a déclaré jeudi qu’elle déploierait des équipes de gardes-frontières non seulement en Lituanie, mais aussi en Lettonie, un voisin balte qui partage également une frontière avec le Belarus.

Lundi, le ministère des affaires étrangères du Belarus a annoncé que le gouvernement allait suspendre un accord avec Bruxelles visant à endiguer l’immigration clandestine vers l’UE.

AP

25/06/2021

Rien qu’au cours des deux dernières semaines, près de 100 migrants, **principalement des Irakiens**, sont entrés illégalement dans l’UE par la frontière entre le Belarus et la Lituanie. C’est ce qu’ont rapporté les autorités frontalières lituaniennes.

Interrogée par BILD, l’agence européenne de protection des frontières Frontex, située à Varsovie, a confirmé une “*augmentation significative des franchissements illégaux de la frontière*” en provenance du Belarus. **Au total, on en compte déjà 439 cette année, soit cinq fois et demie plus que sur l’ensemble de l’année dernière**.

Les politiciens lituaniens tirent la sonnette d’alarme depuis des semaines, accusant les autorités biélorusses d’être responsables de cette évolution. “*Il semble que des fonctionnaires biélorusses puissent être impliqués dans un*

flux organisé de migrants illégaux“, a déclaré le ministre lituanien de l’Intérieur Agnė Bilotaitė.

Le Premier ministre lituanien, Ingrida Simonyte, a déclaré : “*Il ne s’agit pas d’un simple épisode d’immigration illégale comme nous en voyons à d’autres frontières.*“

À partir de juillet, “*plusieurs dizaines de gardes-frontières de l’UE*” assisteront leurs collègues, a déclaré leur porte-parole au BILD. “*Les agents européens déployés par Frontex aideront la Lettonie et la Lituanie dans la surveillance des frontières et les autres fonctions de gestion des frontières, y compris le rapatriement*.”

Le problème : la Lituanie a une frontière de quelque 680 km avec le Belarus, qu’il est presque impossible de protéger sans lacunes.

Le nombre croissant de migrants en Lituanie et en Lettonie pourrait également devenir un problème pour l’Allemagne : En effet, dès qu’un migrant a déposé une demande d’asile, il peut théoriquement et légalement passer par la Pologne pour se rendre en Allemagne afin de déposer une nouvelle demande d’asile, sachant qu’il ne sera guère poussé.

Comme l’a appris BILD auprès de la police fédérale, cette “*migration secondaire*” se produit déjà à une échelle croissante, par exemple depuis la Grèce. Selon le rapport, les groupes les plus importants prennent l’avion d’Athènes à Varsovie, puis entrent en Allemagne en voiture, en minibus ou en train. Entre fin janvier et fin février, selon la police fédérale, “*environ 140 personnes du groupe en question ont été rencontrées sur le territoire fédéral.*“

Bild